



AUTANT EN APPORTENT LES DIALOGUES AU TOGO



01 JUILLET 2016

ALLIANCE TOGOLAISE INTERNATIONALE

Pierre S. Adjété

Que Faure Gnassingbé assume enfin le Togo! Autrement et éthiquement. Plus que tout autre, Faure Gnassingbé le sait : il n'y a aucune réconciliation ou unité nationale à renforcer au Togo. Pas encore! Il y a seulement une limite, une seule, infranchissable, à vouloir tromper ses concitoyens jour et nuit; cette limite est atteinte. La persistance de la non-démocratie au Togo a pratiquement déprécié le pays et ses citoyens, dont leur chef d'État. Ce dernier, roi comme dans les contes d'Andersen, est même nu dans ses prétendus habits neufs cousus d'un tissu apocryphe que seuls ses « intellectuels-tarés » et autres « affidés-adouwinon » savent voir. Il n'y a pas de tissu sophistiqué sur Faure Gnassingbé; depuis plus de dix ans, les Togolais l'auraient constaté : le roi est nu depuis février 2005. Requiem pour une menterie politique qui ne sait pas s'arrêter d'elle-même.

De Mango à Vo en passant par Agomé-Kpalimé (svp, prononcer avec l'accent des Plateaux), le plus humble des Togolais ou le dernier à atteindre l'âge de raison le sait, le vit et le dit : il est temps de changer le Togo. C'est connu : la faiblesse principale du mal, c'est son incapacité à faire du bien. Faure Gnassingbé s'approche de cette triste performance désormais. Pour un si jeune président, à choisir entre toutes les options celle de ne pas changer, à se concevoir capable de toujours entourlouper ses concitoyens, à se penser plus étincelant que toutes les perspicacités réunies dans l'opposition togolaise ainsi que dans sa société civile et même sa diaspora, le chef d'État togolais en est arrivé à une posture typique despires dictatures du siècle dernier.

Ayant souvent échoué devant le suffrage universel, ne se maintenant au pouvoir qu'en perpétuant la tradition répressive, au moyen d'une armée clanique et au détriment de sa propre promesse de réconciliation, il est grandement temps que Faure Gnassingbé prenne toute la mesure de l'ambition démocratique des Togolaises et des Togolais, et à s'y résoudre sans aucune restriction mentale ou désir malsain d'enfariner les uns et les autres. Toutes les époques et toutes les civilisations humaines le reconnaissent : rien n'est permanent, sauf le changement... Rien n'est durable, sauf l'acte du bien en politique, l'acte éthique... Rien ne justifie cette peine inutile d'aller à contre-courant de l'Histoire irréversible d'émancipation des peuples...

Aussi, l'environnement politique interne et externe du Togo a sérieusement évolué. L'humiliation autant que l'indignité si longtemps servie aux citoyens est visible et insupportable de partout. Au-delà de tout, toutes les cartes maîtresses de la supercherie politique –allant des atouts que furent les accords jusqu'aux appels aux chefs d'État voisin en passant par l'asservissement de certains opposants, toutes ces cartes sont déjà abattues; elles restent visibles et ne peuvent plus surprendre qui que ce soit après une vingtaine d'années de dialogues infructueux depuis le régime du père Étienne Gnassingbé Eyadema.

Deux décennies d'entourloupettes politiques ne trompent plus

La *Lettre pastorale* de la Conférence des Évêques du Togo fait largement état de la stérilité avérée de tant d'années de manigances ayant «*éclipsé totalement les questions internes de justice, de réformes institutionnelles, de décentralisation, de consolidation de la démocratie, de gouvernance et de l'État de droit. Nous ne saurions donc faire semblant de les oublier comme si, par enchantement, toutes les questions que nous nous étions engagés à examiner après les échéances électorales avaient simplement disparu* ».

Et, de leur observation solidement soutenue d'une si «*surprenante léthargie comme si les grandes revendications et promesses de réformes n'avaient d'intérêt que pour les campagnes électorales* », il faut désormais extraire une aube nouvelle pour les légitimes revendications en vue d'une alternance politique au Togo. Il n'existe aucune fatalité que l'alternance soit possible et justifiable partout dans le voisinage immédiat du Togo –Ghana, Burkina et Bénin, et que ce signe de maturité citoyenne propice à la démocratie devienne subitement étranger aux mêmes peuples qui se retrouvent sur le territoire exigu de la « Terre de nos Aïeux ». Et, quelle crédibilité accordée à un système qui n'a jamais su par quel bout prendre le Togo d'aujourd'hui? Savoir de quel côté se trouve la sortie de secours de sa propre oisiveté politique et de sa propre fainéantise démocratique.

Le constat de l'Association des Victimes de Torture au Togo (ASVITTO) ne pouvait pas être aussi clair dans sa Lettre ouverte à l'institution nouvelle au nom imprononçable de HCRRUN, le mal nommé « Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale », d'autant plus qu'il n'y a ni réconciliation ni unité nationale à renforcer au Togo. Mais plutôt une république de râteliers et de terreur qui ne s'est jamais démentie dans son arbitraire érigé en gouvernance.

À l'instar de tous les citoyens togolais de bonne foi, l'ASVITO a d'autant plus raison qu'à l'égard du fameux HCRRUN «*elle doute de l'efficacité et de la crédibilité de ces assises que votre institution organise compte tenu des dernières déclarations faites par le Chef de l'État en République allemande* ». L'ASVITO fait ainsi allusion aux propos démagogiques d'un Faure Gnassingbé se demandant si la limitation de mandat est propice pour le Togo et pour les pays africains. Une grosse blague si cela ne venait pas d'une personne ayant conquis le pouvoir de la manière la plus dramatique qui soit. Trêve de commentaires donc pour un chef d'État qui ne s'est jamais confronté aux journalistes et à l'opinion publique de son pays, et qui toujours s'évade pour retrouver sa langue et sortir des affirmations et interrogations furtives et révélatrices d'une théâtralité méprisante pour le peuple qu'il prétend diriger.

On comprend également les pertinentes propositions de l'ASVITO pour la présidente du HCRRUN, madame Awa Nana-Daboya, qui demandait que l'évidence au Togo lui soit encore rappelée sous forme de conseils. Atcholi Kao, secrétaire général de l'ASVITO dont le président Olivier Poko Amah est forcé à l'exil, ne s'est pas privé de cette occasion unique : *« une amnistie générale et sans condition afin de permettre à tous les exilés de revenir au pays pour apporter leurs contributions à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale; le retour à la constitution de 1992 qui est un texte fondamental qui a recueilli la confiance indéfectible des acteurs politiques de tout bord de notre pays et dont la modification unilatérale constitue une des sources profondes de la situation sociopolitique dans laquelle le Togo se retrouve coincé aujourd'hui; le respect des accords signés et la mise en pratique des engagements pris; la libération de tous les détenus politiques, arbitraires et fantaisistes; le retour à l'ordre juridictionnel de l'appareil judiciaire. »* Qui au Togo ne connaît pas toutes ces variantes de l'Accord politique globale (APG) et des recommandations de la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR).

Aucune communion ne peut plus être donnée au pouvoir sans confession

On comprend surtout les propositions audacieuses du chef de file de l'opposition togolaise à l'adresse de celle qui, elle-même en 1998, n'a jamais cru bon rendre compte au peuple togolais de sa démission rocambolesque de la Commission nationale électorale au lendemain des présidentielles de 1998, en plus de n'avoir jamais cru devoir faire des dépositions devant la modeste CVJR présidée par monseigneur Nicodème Barrigah. Et Jean-Pierre Fabre de préciser abondamment à Mme la présidente Awa Nana-Daboya : *« Au regard de toutes les considérations qui précèdent, votre démarche ne peut que susciter la plus grande suspicion. En tout état de cause, le HCRRUN et sa Présidente sont disqualifiés pour traiter un sujet aussi sensible que les réformes politiques. En conséquence, je vous demande d'annuler purement et simplement la tenue de cet atelier que je considère comme une mise en scène grotesque visant à créer les conditions d'un enterrement de l'APG ainsi que des réformes convenues. Puisque vous sollicitez mes conseils, je me permets de vous suggérer d'inviter le gouvernement et sa majorité parlementaire à soutenir et à faire aboutir favorablement, la proposition de loi de révision constitutionnelle, relative aux réformes politiques prescrites par l'APG, que des députés viennent d'introduire à l'Assemblée nationale. »* Et voilà comment le HCRRUN est considéré avec raison comme une diversion dans le paysage politique togolais.

Désormais, la réalité togolaise doit être abordée avec lucidité, réalisme et tempérance certes, mais toujours avec une fidèle vérité, une rigueur conforme aux faits et une exigence de responsabilité hors de toute complaisance coupable. Le problème togolais doit être pris à bras le corps. Et, si la solution doit venir de tous les acteurs, il est tout aussi clair que le pouvoir togolais, nommément Faure Gnassingbé, doit changer son fusil d'épaule, si tant est qu'il lui faudra encore un fusil au lieu d'un numéro de téléphone : celui du chef de file de l'opposition togolaise, Jean-Pierre Fabre, un numéro de téléphone qu'il connaît parfaitement d'ailleurs.

Aussi, si reprise de dialogue il doit y avoir au Togo, cette étape ne serait pas franchie sans que Faure Gnassingbé lui-même ne soit à la table de négociation, pour tout le temps que cela va durer. Finis donc ces rencontres où les délégués du pouvoir togolais, ne disposant en réalité d'aucun mandat à s'engager, finissent d'ailleurs par faire du simple présentéisme en refusant même de parler parfois. Tous ces dialogues silencieux sont finis. Fini, la moquerie politique permanente au Togo. Finis cette désinvolture et cette incompétence qui fait qu'un chef d'État n'a jamais été un modèle républicain en quoi que ce soit dans son pays où à l'extérieur.

Plus d'une décennie de présence à la tête du Togo –sans rire à défaut d'en pleurer, personne ne peut dire, véritablement, ce que Faure Gnassingbé fait exactement de sa fonction à part de se promener à travers le monde, en enchaînant visites et conférences, en évitant soigneusement les Togolaises et les Togolais de la diaspora qui pouvaient ne pas lui laisser la conscience tranquille partout où il passe. Le chef de l'État togolais trouvera donc le temps pour gagner un peu de crédibilité, en s'offrant l'occasion de s'asseoir avec celui ou ceux de ses adversaires qui comptent véritablement et, ainsi, passer le Togo à autre chose.

Le problème togolais est véritablement Faure Gnassingbé plutôt qu'une quelconque opposition togolaise décidée, avec si peu de moyens, à mettre fin à l'indignité douloureuse servie à tout un peuple, du Nord au Sud, et pour si longtemps. À quand cette promesse de réconciliation faite à toutes les chancelleries du monde que lui-même Faure Essozimna Gnassingbé, fils de son père du Nord et de sa mère du Sud, était la personne la mieux placée pour solder les comptes douloureux du passé togolais, et mieux projeter le Togo dans une ère nouvelle de démocratie? À quand cette promesse faite aux Togolaises et Togolais que plus personne ne serait sacrifié avant l'avènement de la démocratie au Togo? Attendrons-nous longtemps encore pour toutes ces promesses livrables en 2005-2006? Franchement, à d'autres.